



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GRECE, ESPAGNE ... LE MESSAGE EST CLAIR :

L'AUSTERITE ÇA SUFFIT !

BULLETIN NPA PSA POISSY

12 FEVRIER 2015

Le 25 janvier, Syriza, la coalition anti-austérité, a remporté les élections législatives grecques avec plus de 36% des votes. C'est une claque à la face des dirigeants de la Troïka, composée du FMI, de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne. C'est une excellente nouvelle, porteuse d'espoir pour tous ceux et celles qui combattent les politiques d'austérité en Europe. La Troïka n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour dissuader les Grecs de chasser le gouvernement de droite. Mais l'espoir de pouvoir stopper la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité de la population a été le plus fort.

UN NON RADICAL À L'AUSTÉRITÉ

Les peuples grec et espagnol affirment que ce n'est plus aux travailleurs-euses et aux classes populaires de payer. Plus question d'accepter les baisses de salaires et des pensions de retraites, de ne plus pouvoir payer les factures d'eau et d'électricité. Plus question d'accepter les licenciements et les suppressions de postes dans la fonction publique. Plus question de ne plus pouvoir accéder à des soins médicaux élémentaires.

Leur message clair montre qu'il est possible qu'une population, assommée par 5 ans de politiques d'austérité, se détourne des partis socialistes, en prouvant que la fuite en avant vers l'extrême droite n'est pas une fatalité !

UN SUCCÈS ÉLECTORAL, CE N'EST PAS ENCORE LA VICTOIRE

Syriza a gagné les élections, mais n'est pas majoritaire, avec une abstention restée forte, en particulier dans les quartiers les plus déshérités. Aube Dorée, l'organisation nazie, a pris la 3^{ème} place, alors que près de 70 de ses élus ou militants sont en prison, attendant d'être jugés pour « appartenance à une organisation criminelle ».

En votant Syriza, l'électorat populaire a voté pour le retour du salaire minimum à 750 €, un 13^{ème} mois pour les pensions inférieures à 700 €, la réembauche de 300 000 fonctionnaires, l'arrêt des privatisations, l'accès à la santé et à l'électricité. Les prochaines semaines montreront si le leader de Syriza, Alexis Tsipras, appliquera ce programme, sur lequel il s'est engagé. Mais dans le bras de fer qui s'engage contre la bourgeoisie grecque et la Troïka, seul le rapport de force dans la rue, par la grève, pourra faire aboutir ces mesures élémentaires indispensables. Et surtout pas la confiance aveugle dans ceux et celles qui viennent de parvenir au pouvoir.

Parce qu'en faisant alliance avec un parti ultranationaliste et réactionnaire pour constituer son gouvernement, Syriza a déjà fait un choix qui entre en

contradiction avec les aspirations qui se sont exprimées dans ces élections.



LA VRAIE VICTOIRE DÉPENDRA DES MOBILISATIONS

La satisfaction des revendications passera inévitablement par la confrontation avec les capitalistes. En Grèce comme en France, il n'y a pas d'issue sans annulation de la dette, la constitution d'un monopole public bancaire pour mettre les financiers hors d'état de nuire et la mise sous le contrôle des travailleurs-euses des secteurs-clés de

l'économie. Ce n'est pas l'objectif de Syriza, mais ce doit être celui des travailleurs-euses de Grèce. Il n'y a rien à attendre des négociations engagées avec l'Union européenne. Tout dépendra de la mobilisation et de la capacité du peuple grec à s'organiser. Dans cette voie, il aura besoin d'une puissante solidarité internationale, face à toutes les menaces et à tous les chantages. Et le soutien le plus efficace, ce sera de nous battre à l'échelle de toute l'Europe pour faire reculer les politiques de régression sociale et nous débarrasser des gouvernements qui en sont responsables. Nos luttes contre Hollande et l'austérité, contre la loi Macron, doivent converger avec celles des travailleurs-euses de Grèce, d'Espagne et de toute l'Europe.

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous
contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est
essentiel à l'échange d'informations sur
l'actualité des luttes dans notre secteur



LES CONGES A PSA !!

Le matin du 9 février 2015, environ 100 ouvrierEs ont débrayé pour connaître les votes concernant les congés d'août, 24 déléguéEs FO et CFTC ont voté pour et 10 CGT contre

L'après-midi l'équipe 22 ne s'est pas beaucoup mobilisée car la majorité des salariéEs étaient dépitéEs à cause des votes de ces syndicats qui se sont fait

acheter par la direction pour voter les trois semaines.



le patronat Il propose de rendre les CHSCT « optionnels » dans les entreprises de moins de 300 salariés. En somme, le Medef veut pouvoir estropier, voire tuer au travail sans contrôle ni garde-fous....!

CGT : SORTIE DE CRISE ?

Démarrée avec les révélations du Canard Enchaîné sur les

105 000 € de travaux réalisés dans l'appartement de fonction de Thierry Lepaon, son Secrétaire général, la crise de la CGT a débouché sur sa démission et celle du bureau confédéral : un fait sans précédent ! Mais au-delà de la condamnation de ces pratiques incompatibles avec les valeurs du syndicalisme, les critiques de nombreuses équipes militantes portent sur l'incapacité de sa direction à proposer une stratégie de lutte efficace pour s'opposer à la politique des patrons et du gouvernement. Ce qu'ils contestent, c'est l'enlisement dans le « dialogue social » et la stratégie d'accompagnement avec les syndicats qui passent leur temps à négocier des reculs sociaux. Quelque soient les dirigeantEs qu'elle se donnera, pour sortir de la crise, la direction de la CGT devra faire la démonstration de son utilité pour les travailleurs-euses. Cela ne sera possible qu'à la condition de s'atteler pour de vrai à la construction des indispensables mobilisations contre les politiques patronales et gouvernementales.

CHOMAGE : HOLLANDE EN ECHEC DE A à Z

Hollande nous promettait un mieux dès 2013. Depuis son élection, ce sont entre 500 et 900.000 chômeurs chômeuses inscritEs en plus à Pole Emploi selon l'INSEE. Ralliés aux thèses patronales, Hollande et le PS ont prétendu que le chômage provenait d'une cause essentiellement d'un coût du travail trop élevé, qui dissuaderait les entreprises d'embaucher. D'où les milliards d'allègements fiscaux ou sociaux offerts par le biais du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) ou du Pacte de Croissance. Faisant mine d'y croire, ils espéraient en contrepartie un engagement du patronat pour des créations massives d'emplois. Mais pour celui-ci, par la voix du Medef, c'est non. En clair « On empoche les aides » mais il faudrait aussi nous donner plus de facilités pour licencier, flexibiliser, précariser. Au garde à vous, Hollande leur offre la loi Macron. Après ils demanderont la suppression du Smic. Sans contrepartie en matière d'emploi. Rien d'étonnant. Les capitalistes défendent bec et ongles leurs intérêts. Contre eux et contre ce gouvernement à leur service, à nous d'en faire autant. Le patronat, rien ne sert de l'amadouer, il faut l'affronter. Faire capoter Hollande et Valls sur la loi Macron serait un premier pas.

CHSCT, RETOUR AU 19ème SIECLE

Le Medef propose, dans le cadre des discussions avec les dirigeantEs syndicaux-ales, de remettre en cause l'existence des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Les CHSCT donnent quelques moyens juridiques aux militantEs syndicaux dans les entreprises pour dénoncer les conditions de travail qui pèsent sur les travailleurs-euses ou pour imposer, parfois, l'arrêt de machines dangereuses. Ils permettent d'exercer une pression sur les patrons, dans la limite de lois souvent bien peu favorables aux travailleurs –euses et sous la tutelle d'inspecteurs-trices du travail pas assez nombreux-ses et aux prérogatives de plus en plus limitées. Même cela, c'en est trop pour

EXIGER LA REINTEGRATION DE YANN !

Voilà des années que La Poste utilise la répression et les mesures disciplinaires contre les salariés qui cherchent à résister aux restructurations incessantes, aux suppressions de postes et à la dégradation des conditions de travail.

Mais elle vient de prononcer la révocation de Yann Le Merrer, responsable syndical de Sud PTT. Il s'agit de la première révocation d'un fonctionnaire pour fait de grève depuis 1951 !

Car La Poste reproche à Yann, ses interventions et prises de parole aux côtés de grévistes, dans différents bureaux de poste, durant la longue grève dans les Hauts-de-Seine, en 2014

Cette révocation ne doit pas passer. En parallèle des contestations en justice, c'est sur la mobilisation de toutes et tous qu'il faut compter. Une pétition est mise en ligne, à l'adresse :

reintegrationyann.sudptt.org